



Les huit jours qui ont vu le pouvoir implorer

Par François Bonnet
Mediapart.fr

Est-ce pour briser cette spirale qui menaçait d'entraîner le pouvoir par le fond ? Vendredi, dans une de ces manœuvres dont il est coutumier, Nicolas Sarkozy a ouvert un nouveau front polémique pouvant constituer une très belle opération diversion : réformer, pour le raccourcir, le congé parental d'éducation et créer un « statut des beaux-parents ». Un sujet favori des 20 heures, un de ces sujets propres aux grands discours et dont l'effet de souffle éteindra, peut-être, tous les autres foyers d'incendie et de révolte, imagine l'Elysée.



Nicolas Sarkozy, vendredi, lors de son discours sur la famille.

Car depuis huit jours, nous assistons à un impressionnant spectacle, celui de la désintégration de l'exécutif, cerné par les conflits, miné par les oppositions alors que la désorganisation gagne le cœur de la présidence et du gouvernement. Nicolas Sarkozy avait mis très gros sur son intervention télévisée du 5 février. Cette heure et demie d'explications fut un four. Et comme toujours, sous la Ve République, une grand-messe présidentielle ratée devient un accélérateur de la crise et des difficultés du pouvoir.

C'est ce qui explique la bataille sur les sondages que tenta de mener le député UMP Frédéric Lefebvre le week-end dernier en s'en prenant à cette étude CSA du *Parisien* qui, samedi, estimait que 36% seulement des Français avaient été « convaincus ». Bataille vite perdue puisque la demi-douzaine d'études d'opinions parues depuis vont toutes dans le même sens. Le président plonge, sa parole est dévaluée, sa politique, au mieux incomprise, est de plus en plus fortement combattue.

Deux chiffres résument la situation. 36% des Français seulement jugent favorablement son action (sondage Ipsos/Le Point) ; 58% des Français estiment qu'« *il parle beaucoup mais ne fait pas grand-chose* » (sondage Sofres/Le Nouvel Observateur). Pour le baromètre du *Point*, jamais la cote du président n'a été aussi basse.

Normal et sans surprise, fait répondre l'Elysée. En cette période de crise – « *la plus grave depuis cent ans* » ! –, le pouvoir ne peut être qu'impopulaire (lire également sous l'onglet "Prolonger"). Argument classique, toujours ressassé par les gouvernements en grande difficulté (Juppé en 1995, par exemple, ou Pierre Bérégovoy en 1992). L'impopularité de l'exécutif n'a rien de comparable en Allemagne, en Italie, et même en Espagne (ne parlons pas des Etats-Unis !), mais peu importe...

Ministres hors service, lâchés, doublés

Or, à la différence de nos voisins européens, ce n'est pas que la politique menée qui est désavouée ou jugée illisible. Angela Merkel est critiquée, beaucoup : sa capacité à gouverner n'est pas pour autant remise en cause. C'est l'inverse qui se produit chez nous où style présidentiel et mode de gouvernement sont en train de devenir des motifs majeurs d'inquiétude jusque dans les rangs de la droite.



Manifestation des les rues de Fort-de-France, le 10 février.

Car du gouvernement, il ne reste aujourd'hui que des ruines. Une dizaine de ministres sont d'ores et déjà hors circuit. Pour des raisons diverses. Ce peut être par le fait du prince, pour ce qui concerne Rama Yade ou Rachida Dati, victimes d'une soudaine disgrâce. Ce peut être le fruit de vieilles haines politiques, comme celle qui oppose le Château à Michèle Alliot-Marie, retranchée en son fortin de l'intérieur.

Ce peut être l'exaspération de la majorité parlementaire, dans le cas de Christine Boutin qui a vu tailler en pièces par ses amis politiques sa réforme du logement. Ce peut être simplement l'incompétence, qui a obligé à bordurer Bernard Laporte en confiant à Martin Hirsch le portefeuille de la jeunesse. Ce peut être le mépris, qui a vu la ministre de la culture Christine Albanel écartée des principaux dossiers (presse et communication, par exemple) et doublée par la création d'un « conseil pour la création artistique » présidé par Marin Karmitz.

Et puis il y a ces ministres envoyés au feu, aussitôt carbonisés ou lâchés en pleine campagne. On connaissait d'Yves Jégo son ambition de devenir président de la région Ile-de-France, moins ses connaissances de l'outre-mer. Les ravages sont là : Guadeloupe et Martinique sont au bord de la révolte tandis que La Réunion menace de suivre. Rappelé à Paris, sermonné par François Fillon, renvoyé encadré de deux « médiateurs », de retour les mains vides et désormais dessaisi au profit d'un conseil interministériel de l'outre-mer, Yves Jégo n'a plus qu'à attendre le prochain remaniement qui lui rendra sa liberté.

Xavier Darcos a, lui, été lâché presque au bout de la route, quand il bouclait sa réforme du lycée, tant revendiquée par Nicolas Sarkozy. En décembre, et redoutant un mouvement lycéen, l'Elysée décidait abruptement d'enterrer le dossier, de désavouer son ministre et de le dessaisir, là encore, en confiant la suite à Richard Descoings, le médiatique patron de Sciences-Po.

La provocation du discours du 22 janvier

Valérie Pécresse offre un cas semblable. Elle aussi a désormais sa « médiatrice » tout occupée à réécrire la copie ministérielle. Mais, dans ce cas précis, la ministre n'apparaît pas la seule responsable du plus grand mouvement de protestation des universitaires et enseignants-chercheurs enregistré depuis vingt-cinq ans. C'est un discours du Président qui a mis le feu aux poudres, celui du 22 janvier, où l'ancien avocat a semblé prendre cette revanche tant attendue contre un monde de la recherche dont il se méfie ou qu'il abhorre (*trouvez ce discours sous l'onglet "Prolonger"*).



Vote de la grève, cette semaine, à l'IUFM des Batignolles, à Paris.

Dénonçant l'« immobilisme », le « recul », la « médiocrité », les « structures obsolètes » de ce monde, il s'est livré à un réquisitoire jamais entendu dans la bouche d'un Président et reprenant toutes les vieilles antennes de la droite conservatrice. Les ravages ont été terribles et ont, sans doute, achevé de déstabiliser la ministre

Valérie Pécresse. Même des institutions peu portées à la polémique, comme l'Académie des sciences et l'Institut de France, ont publiquement fait connaître leur réprobation.

Le bilan gouvernemental est atterrant : 16 ministres (et 21 secrétaires d'Etat) sont officiellement en fonction. Seulement cinq demeurent effectivement en service : Eric Woerth, Brice Hortefeux, Eric Besson, Christine Lagarde, Roselyne Bachelot (pour combien de temps ?) . Car outre les tués et les blessés, il y a les disparus, tels Jean-Louis Borloo, Bernard Kouchner, Hervé Morin, Michel Barnier...

On comprend la difficulté d'un premier ministre à exister avec une telle équipe. Condamné à de brèves apparitions publiques en cas d'absence présidentielle, François Fillon gère un gouvernement fantôme. « *Le temps politique s'accélère* », a expliqué à de nombreuses reprises Nicolas Sarkozy pour justifier tout à la fois son activisme verbal, sa réforme des institutions, sa brutalité dans la gestion des hommes. Effectivement, à l'exception de celui d'Edith Cresson (mai 1991-avril 1992), jamais un gouvernement n'aura été si rapidement désintégré.

Mais à la différence des présidences précédentes, cette désintégration est orchestrée depuis l'Elysée. Car l'hyperprésident, celui qui promeut, déstabilise, désavoue ou limoge, n'a cessé cette semaine de faire savoir qu'il fallait décidément qu'il fasse tout. C'est la mise en scène du conseil des ministres de ce vendredi. C'est le message abondamment transmis par l'Elysée.

Cette anecdote, par exemple, dans *Le Parisien* de jeudi : en quelques heures de voyage au Koweït, mercredi, Nicolas Sarkozy a eu huit fois au téléphone le secrétaire général de la présidence Claude Guéant ! L'information est donnée pour nous rassurer. Elle est angoissante par ce qu'elle dit du dérèglement complet de nos institutions et de l'affolement d'une présidence solitaire.

URL source: <http://www.mediapart.fr/journal/france/130209/les-huit-jours-qui-ont-vu-le-pouvoir-implorer>

Liens:

[1] <http://www.mediapart.fr/club/blog/francois-bonnet>

[2] <http://www.mediapart.fr/journal/france/090209/sondages-sarkozy-en-chute-libre-apres-son-emission>

[3] <http://www.lepoint.fr/actualites-politique/popularite-en-chute-de-9-points-pour-sarkozy-fillon-perd-4-points/917/0/315399>

[4] <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20090212.OBS4403>

[/nicolas_sarkozy_parle_beaucoup_mais_ne_fait_pas_grandch.html](#)

[5] <http://www.mediapart.fr/files/Gouvernement.pdf>

[6] http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat_id=7&press_id=2259

[7] <http://www.elysee.fr/webtv/index.php?intChannelId=1&intVideoId=993>

[8] http://www.marianne2.fr/Alain-Minc-La-crise-est-grotesquement-psychologique-_a92049.html